

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

RODEZ, le 17/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ

Rue de la Prade - ZI de Cantaranne

BP 3201

12850 Onet-le-Château

Code AIOT : 0006802467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2023 dans l'établissement SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ implanté Rue de la Prade - ZI de Cantaranne 12850 Onet-le-Château. L'inspection a été annoncée le 04/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ
- Rue de la Prade - ZI de Cantaranne parcelles 22,23,27,60,61,64,67,68,106,107,130 sect BV 12850 Onet-le-Château
- Code AIOT : 0006802467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Fromagère de Rodez se situe sur la zone industrielle de Cantaranne sur le territoire de la commune d'Onet-le-Château. Le site existe depuis 1962.

L'activité consiste en la collecte et la transformation du lait (fabrication de lait et de crème, fabrication de fromages).

L'effectif global sur le site est d'environ 270 salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale "Sécheresse"
- Confinement des eaux d'extinction incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Prescriptions en cas de sécheresse	AP Complémentaire du 06/12/2019, article 3
2	Prescriptions en cas de sécheresse	AP Complémentaire du 06/12/2019, article 3
3	Prescriptions en cas de sécheresse	AP Complémentaire du 06/12/2019, article 3
4	Prescriptions en cas de sécheresse	AP Complémentaire du 06/12/2019, article 3
5	Récupérations, confinement et rejet des eaux	AP Complémentaire du 06/12/2019, article 4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prescriptions en cas de sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2019, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.</p> <p>Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.</p>
<p>Constats : Les quantités d'eau prélevées de toutes origines sont enregistrées quotidiennement : Conforme</p>
<p>Observations : L'exploitant tient un fichier informatique où il suit les consommations quotidiennes d'eau issue du réseau public et du pompage de l'Aveyron.</p> <p>L'exploitant enregistre les consommations de chaque atelier, voire de plusieurs points de suivis par atelier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prescriptions en cas de sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2019, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes : Ressource utilisée : Eaux de surface Nom de la masse d'eau : AVEYRON Débit de prélèvement maximal journalier (m^3/jour) : $1\,700\text{ m}^3/\text{j}$ pour tous les niveaux de gestion de sécheresse Le pompage dans la rivière Aveyron sera stoppé si son débit est inférieur à 325 l/s. En période de sécheresse, le prélèvement maximal horaire et journalier sur le réseau eau de ville en période normale ($50\text{ m}^3/\text{h} - 1000\text{ m}^3/\text{j}$), pourra être augmenté sur autorisation du gestionnaire du réseau eau de ville.
Constats : Les valeurs limites de prélèvements sont respectées : Conforme
Observations : Le suivi des prélèvements d'eau de l'exploitant permet de vérifier pour l'année 2022 : <ul style="list-style-type: none">- aucun prélèvement supérieur à $1700\text{ m}^3/\text{j}$;- arrêt du pompage dans l'Aveyron du 4 août au 2 octobre lorsque le débit de l'Aveyron était inférieur à 325 l/s ;- en période normale, le prélèvement d'eau sur le réseau de ville est inférieur à $1000\text{ m}^3/\text{j}$. Il a été augmenté lors de l'arrêt du pompage dans l'Aveyron après accord du gestionnaire du réseau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prescriptions en cas de sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2019, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchées par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement. Niveau de gestion sécheresse "Vigilance" : <ul style="list-style-type: none">- Re-sensibiliser le personnel aux économies d'eau (état de sécheresse) Niveau de gestion sécheresse "Alerte" : <ul style="list-style-type: none">- Maintenir le lavage extérieur des camions tant que, le site dispose d'eau récupérée- Arrêter le nettoyage des VL, hors sur stations équipées d'économiseur d'eau- Analyse journalière des consommations d'eau Niveau de gestion sécheresse "Alerte renforcée" : <ul style="list-style-type: none">- Informer le service de l'eau de la probabilité de devoir soutirer plus de 50 m³/h- Préparation de la réorganisation des activités du site (Direction usine et Divisions)- Analyse journalière des consommations d'eau Niveau de gestion sécheresse "Crise" : <ul style="list-style-type: none">- Informer le service de l'eau : de l'augmentation du prélèvement (au nouveau seuil défini)- Organiser une communication régulière avec le service de l'eau- Arrêter le pompage dans l'Aveyron si le débit est inférieur à 325 l/s- Informer l'ARS, si arrêt total du pompage dans la rivière Aveyron- Analyse journalière des consommations d'eau
Constats : L'exploitant a suivi les prescriptions en cas de sécheresse : Conforme
Observations : Durant la période estivale, la commune d'Onet-le-Château a atteint le niveau "Alerte" du 25/06 au 23/07/22, le niveau "Alerte renforcée" du 23/07 au 13/08/22 et enfin le niveau "Crise" du 13/08 au 10/09/22. En été, l'établissement est en activité réduite de par les fermetures des ateliers "Bleu" et "Pâte pressée" pendant plusieurs semaines. Durant cette période, le lavage extérieur des camions et des VL a été arrêté. L'exploitant sensibilise le personnel sur les prélèvements d'eau en suivant et communiquant les consommations par atelier et en suivant le ratio "eau consommée/litre de lait". L'exploitant a mis en place des "Plans directeur ateliers" pour améliorer, par atelier, les consommation en eau. Actuellement, l'exploitant étudie les possibilités d'optimisation d'utilisation d'eau sur ses circuits de nettoyage. Lors de l'arrêt du pompage dans l'Aveyron, l'exploitant s'est rapproché du gestionnaire du réseau d'eau potable et de l'ARS. Il a été convenu avec le gestionnaire des tranches horaires les plus pertinentes pour augmenter les débits de prélèvement sans affecter le réseau public.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prescriptions en cas de sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2019, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant : <ul style="list-style-type: none">- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,- les coûts afférents- et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement. Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.
Constats : L'exploitant a fourni un bilan de ces actions durant la période de sécheresse : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Récupérations, confinement et rejet des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2019, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. En cas d'incendie ou de pollution, les eaux d'extinction potentiellement polluées seront contenues sur le site par obturation du rejet du réseau d'eaux usées via une plaque à demeure dans l'ouvrage. La procédure relative aux dispositions à mettre en place en cas d'incendie ou de pollution est portée à la connaissance du personnel [...]
Constats : L'exploitant est en mesure de recueillir les eaux d'extinction incendie : Conforme
Observations : En cas d'incendie, l'exploitant est en mesure de couper le réseau d'eaux usées et de pomper les eaux vers un réservoir dédiée d'un volume de 250 m ³ . Pour le personnel, une procédure explique les actions à mettre en œuvre pour confiner les eaux d'extinction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet